

+229 97.87.28.91
alumni14@gmail.com

LETTRE OUVERTE

A la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Dakar, le 22 septembre 2020

" Il est sans foi ni loi

Il est sans feu ni lieu

Celui que réjouit

La glaciale horreur

De la guerre intestine."

Homère, Iliade, chant IX

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Soucieux du présent et de l'avenir de notre continent et davantage préoccupés par l'actualité au sein de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), nous, jeunes africains alumni de la session 14 du Young African Leaders Initiative du Regional Leadership Center de Dakar, issus de 16 pays d'Afrique, dont ceux de la CEDEAO, avons choisi de vous adresser, par voie de presse, cette lettre ouverte pour vous faire part de nos inquiétudes quant aux risques éventuels qui planent sur l'espace et par ricochet l'ensemble

+229 97.87.28.91
alumni14@gmail.com

du continent. Aussi, voudrions-nous, par la même occasion, vous suggérer quelques pistes qui, nous le croyons, pourront aider les pays de la communauté CEDEAO à poursuivre leurs objectifs d'intégration, de stabilité et de développement.

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Le vent qui souffle dans l'espace CEDEAO depuis quelques temps n'est pas de nature à rassurer. Alors que les pays anglophones (le Nigéria, le Ghana, le Libéria) et le Cap-Vert présentent une certaine stabilité politique, ceux francophones présentent un risque certain. A titre d'exemple :

Le Togo vient de sortir d'une révision constitutionnelle controversée et des élections présidentielles à polémique avec la réélection du Président Faure GNASSINGBE. Le Bénin de son côté n'a toujours pas fini de gérer les conséquences des dernières élections législatives. En République de Guinée du Président Alpha Condé, la situation est aussi alarmante. Les élections législatives ont simplement dégénéré en des mouvements de contestation sévèrement réprimés faisant plusieurs morts. Le Mali, pays de Soundiata Keita, est aujourd'hui à un autre épisode de sa longue crise avec un lendemain incertain. L'ère Ibrahim Boubacar Kéita a laissé place à celle de la Junte avec en toile de fond la remise en cause de l'ordre constitutionnel. Sortie d'une guerre civile il y a une dizaine d'années, la Côte d'Ivoire, est le pays où les signaux déjà au rouge inquiètent plus d'un. L'adoption par ordonnance de la loi électorale, l'interprétation controversée de la Constitution adoptée par référendum qui accorderait la possibilité d'un troisième mandat au Président de la République en exercice tout comme en Guinée, l'exclusion de certains citoyens de la liste électorale, le non-respect des décisions des juridictions supranationales comme c'est le cas du Bénin, ne sont pas de nature à tranquilliser les cœurs. La Mauritanie, pays vivant des cas graves d'inégalité se trouve aujourd'hui dans un climat politique tendu, comme c'est le cas au Sénégal.

Que dire du Burkina-Faso qui vit avec le Mali, le Nigéria, le Niger, le Cameroun, le Tchad de quotidiennes attaques terroristes ? Que dire de la République démocratique du Congo, de la Libye, de l'Egypte, des deux Soudan, la Somalie ? L'Afrique est à l'évidence face à une menace

+229 97.87.28.91
alumni14@gmail.com

sécuritaire à laquelle il serait inutile d'ajouter une instabilité politique qui pourrait déboucher sur des guerres civiles. Les nombreuses rencontres et décisions de la CEDEAO peinent souvent à relever les défis attendus, compte tenu de toutes les externalités négatives remarquées, freinant ainsi les perspectives de développement économique et social de l'espace, son intégration, sa paix et sa sécurité.

D'ores et déjà, la répercussion directe de tout ceci sur la stabilité économique et la sécurité des pays n'est plus à démontrer et la genèse de conflits entre populations et acteurs étatiques semblent plus probables. François Bugnion, Ancien Directeur du Droit international et de la Coopération au Comité international de la Croix-Rouge écrivait « *De tous les fléaux qui peuvent s'abattre sur un peuple ou sur un État, la guerre civile a toujours été considérée comme l'un des pires. Guerre du fils contre le père, du frère contre le frère et du voisin contre le voisin, la guerre civile débouche sur une lutte sans merci, qui ne se limite pas au choc des armes. Délations, vengeances et règlements de comptes, la guerre civile libère les tensions et les haines accumulées dans une société qui n'a pas su évoluer et dont le tissu social, soudain, se déchire.* »

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Nous savons tous que l'Afrique est exposée à d'autres problèmes qui ralentissent son émergence. De la menace terroriste à la pauvreté, en passant par le chômage, le manque d'infrastructures, à une balance commerciale fortement dépendante de l'Extérieur, notre espace communautaire et le continent font face à des défis énormes. Ce dont les peuples africains en général ont besoin, c'est d'abord et avant tout, de la stabilité et la paix. C'est une condition sine qua non du développement.

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Nous voudrions vous inviter à prendre plus conscience de vos décisions et leurs impacts sur les pays et le peuple africain. Nous devrions, ensemble, orienter nos forces et actions vers la réalisation d'une Afrique unie et prospère, celle que nous voulons ; dont l'espace CEDEAO

+229 97.87.28.91
alumni14@gmail.com

serait un des propulseurs du développement. Notre synergie d'actions orientée vers la réalisation de nos défis en termes de stabilité, de croissance, de paix & sécurité, mais aussi d'intégration régionale serait fortement appréciée pour assurer le développement durable de notre espace CEDEAO. Ayant présent à l'esprit notre rôle crucial en tant que jeunes leaders africains, nous restons fortement motivés à nous impliquer dans une démarche inclusive & participative au service du développement comme nous le recommandait Cheikh Anta Diop « *Jeunes africains, armez-vous de sciences jusqu'aux dents, et si vous manquez d'unir l'Afrique, vous ne serez pas au rendez-vous du troisième millénaire* ».

C'est pourquoi, nous vous suggérons :

- 1- La préservation de l'intérêt supérieur de nos Peuples ;
- 2- La réelle indépendance de nos Etats et institutions ;
- 3- Le respect de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la bonne gouvernance ;
- 4- Le respect des décisions des juridictions régionales et communautaires ;
- 5- La prise en considération des informations du système d'alerte de prévention des conflits dans l'espace communautaire et l'accélération des mesures de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ;
- 6- L'engagement renforcé de nos forces pour le maintien de la paix et de la sécurité ;
- 7- La mise en œuvre de politiques & programmes ancrées sur la résolution des problèmes économiques et la redynamisation de nos perspectives économiques et sociales pour stimuler la croissance et la prospérité dans l'espace ;
- 8- Le renforcement des mesures mises en place dans le cadre de la lutte contre la pandémie et la mise en place de programmes de résilience efficaces pour répondre aux exigences en période de COVID & post- COVID.
- 9- Le retour aux fondamentaux de la démocratie et de l'Etat de droit
- 10- La promotion d'un leadership fort & adapté, efficace et participatif apte à impulser une meilleure dynamique pour la réussite de notre mission.

+229 97.87.28.91
alumni14@gmail.com

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Cette vérité qui est fixée tel un marbre dans le Préambule de la Charte de l'UNESCO nous amène à croire fermement que la prise en considération de nos propositions permettra à la CEDEAO de grandir et vous et nous avec. Nous vous réitérons notre ferme engagement envers notre Afrique, et notre détermination à œuvrer pour une meilleure prise en charge des intérêts de nos nations, pour un espace intégré, performant et prospère pour relever, ensemble, les défis qui nous attendent.

Dans l'espoir que nos suggestions contribueront à maintenir la paix et la stabilité dans notre espace et sur le continent, nous vous prions d'agréer, Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, nos respectueuses salutations.

Ont signé :

1. **ADELAKOUN Landry Angelo Koladjo**, Juriste d'affaires, Consultant en droits humains (BENIN)
2. **AFFO Rihana**, Assistante sociale (TOGO)
3. **AKOA MVENG Ronald Franck**, Coordinateur de Projet de la Solidarité Internationale (CAMEROUN)
4. **ALOAKINOU Kpénassou Marie-Thérèse**, Juriste criminologue, Présidente de la Fondation des Jeunes Amazones pour le développement (BENIN)
5. **AMETEPE Kafui Ruth**, Juriste (TOGO)
6. **AMEWADAN Ahouefa Yawa**, Animatrice sociale (TOGO)
7. **ANNE Hamat**, Ingénieur en géologie minières, spécialiste sur la gouvernance des industries extractives (MAURITANIE)
8. **AZIAMATE Yaovi**, Juriste spécialiste du droit de l'environnement (TOGO)
9. **BANGOURA Abdoulaye Bademba**, Pharmacien (GUINEE)
10. **BENANE Innocent Ndouba**, Communicateur social spécialisé pour la Jeunesse, (TCHAD)
11. **BONKOUNGOU Nadia Andréa Carine**, Ingénieur de travaux en Génie électrique (BURKINA FASO)

+229 97.87.28.91
alumni14@gmail.com

12. **BRAIMA Sori Balde**, Administrateur (GUINEE BISSAU)
13. **DEGLA Hyanie Lucrèce Sènam**, Ecrivaine-Journaliste-Communicante (BENIN)
14. **DEMBELE Aichatou**, Manager de projets culturels / Artiste designer (MALI)
15. **DIABATE MAGNIGUI Patrice**, Juriste, Formateur en Art Oratoire au Cabinet International de Formation et de Développement (COTE D'IVOIRE)
16. **DIAKITE Yagaré**, Psychologue / communicante (MALI)
17. **DIALLO Diariatou**, Journaliste, Activiste (GUINEE)
18. **DIALLO Mamadou Djouma**, Médecin (GUINEE)
19. **DIAWARA Absa**, Chargée de communication (SENEGAL)
20. **DIAWARA Fatoumata**, Ingénieur télécommunications/ auto entrepreneur dans la e-santé Gestionnaire de projets de développement/Auto-entrepreneur dans l'éducation (MALI)
21. **DIEYE Moussa Oumar**, Consultant en travaux publiques/ chef de division topographique de la direction des infrastructures routières en Mauritanie/ Ingénieur Consultant au Bureau International du Travail en Mauritanie. (MAURITANIE)
22. **DJERMA Salifou**, Assistant programme Protection (BURKINA FASO)
23. **DJIGUIDE Pingwendé Aimée**, Spécialiste en Management de la Communication des Institutions, Promotrice de l'Association « Peace For All » (BURKINA FASO)
24. **GANDEGA Wally Moussa**, Entrepreneur, Secrétaire générale de l'AMPES (Association Mauritanienne pour la promotion économique et le social), Vice-président des jeunes ambassadeurs de la santé reproductive et de la planification familiale en Mauritanie, (MAURITANIE)
25. **GOMEZ Juana-Pasqua Firmina**, Communicatrice et entrepreneure (BENIN)
26. **GOUNSE Akoua Urielle Morelle Mona**, Agronome technologue et Entrepreneure (BENIN)
27. **GOUSSOUMAYE Alban**, Juriste d'affaires (TCHAD)
28. **HASSANE BELLO**, Psychologue de l'éducation (TCHAD)
29. **Issoufou Sériba Sékou Youssouf**, Journaliste/Membre de la Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'ouest (NIGER)
30. **KEMOGNE Joseph Joel**, Deputy chair African Youth Union Commission (AYUC). (CAMEROUN)
31. **KOSSONOU Affoua sonia**, Écrivaine, Assistante projet (COTE D'IVOIRE)
32. **KOUAME Kablan Martin** Spécialiste en Gouvernance et Développement, Suivi et Evaluation des projets. (COTE D'IVOIRE)
33. **LEBISSA Eliol Trancy**, Business développeur, Manager Général de la start-up numérique IDENTITY, Président fondateur de l'association Jeunesse D'abord Gabon (GABON)
34. **LEUGA MOUKAM Arlette Rolande**, Economiste, Agent de banque (CAMEROUN)
35. **LODE Himeline Ariane Délé**, Consultante en Eau-Assainissement (BENIN)

+229 97.87.28.91
alumni14@gmail.com

36. **MAHAMAT Saleh Moussa**, Coordonnateur national du réseau MAEP (Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs) pour la Jeunesse (TCHAD)
37. **MAIGA Badicko**, Economiste environnementaliste en formation, Chargée de clientèle chez Go Etude (MALI)
38. **MEKONDOUM ERIC**, Informaticien (TCHAD)
39. **MEYOTSI ME BUKE Bekial Jean Paul**, Consultant chez DYMA CORPORATION, Secrétaire Général du mouvement Jeunesse D'abord Gabon et Promoteur de la start-up E-KUTU (GABON)
40. **MOUEHLA ABEGA Jeannette Sandrine**, Chargée de l'information publique à Child Care Cameroon (CAMEROUN)
41. **NAIDOAL MANTA Padibine**, Administratrice des Données informatiques (TCHAD)
42. **NANA dite venvouna Bouh**, Juriste, Artiste moderne, Responsable de la médiation au Bureau exécutif du Réseau des jeunes Médiateurs pour la paix avec l'Institut républicain international (MAURITANIE)
43. **NDAO Bouna**, Consultant en éducation et formation, Formateur au CRFPE de Louga, Chercheur en sciences de l'éducation (SENEGAL)
44. **NGOLOKO NGOMB Noor Vanessa**, Enseignant-Chercheur, Promotrice de l'Association pour le Partenariat Universités-Entreprises. (CAMEROUN)
45. **NGOPGANG KOUANKAM Liliane**, Community Manager (CAMEROUN)
46. **OUATTARA Ahissata Myriam**, Business Developer à FRAISEN, Social Média Manager à Digital G SARL. Master en Gestion des entreprises et MBA en Marketing et stratégie, (COTE D'IVOIRE)
47. **OUEDRAOGO ILASSA**, Ingénieur en Génie Électrique et Énergétique (BURKINA FASO)
48. **OUEDRAOGO Maïmouna**, Juriste, Conseiller en Études et Analyses (BURKINA FASO)
49. **SACKO Matenin**, Géologue en formation, Présidente du club littéraire du centre culturel franco-guinéen (GUINEE)
50. **SACRAMENTO Daria Géraldine Tayé**, Médecin Ophtalmologue (BENIN)
51. **SAMAKE Sidi**, Géographe Aménagiste (MALI)
52. **SONDE Tegawendé Astrid Larissa**, Economiste-gestionnaire (BURKINA FASO)
53. **SOUMAILA HAMZA Abdoul Rachid**, Ingénieur Informaticien (NIGER)
54. **SOW Abass**, Assistant Chef de projet PACAO volet Mauritanie de l'ONG COOPERAZION INTERNATIONALE (MAURITANIE)
55. **TANDIA Fodie Amadou**, Community Manager (MAURITANIE)
56. **TEDEBAYE Gérard-Le-Madjirebaye**, Informaticien (TCHAD)
57. **TRAORE Idrissa**, Agronome, Entrepreneur agricole (SENEGAL)